



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 4357

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Mazetier, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

Mme Sandrine Mazetier. Monsieur le Premier ministre, deux minutes ne suffiraient pas à prononcer le nom des victimes de Montauban, de Toulouse, de Paris, Montrouge, Villejuif, de Saint-Quentin-Fallavier et Saint-Denis, de Magnanville, Nice et Saint-Étienne-du-Rouvray.

Dimanche, nous commémorions les attentats du Bataclan et de Saint-Denis. Ce soir du 13 novembre 2015, tout le monde l'a en tête. C'est le soir où tout a basculé, le soir où 130 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées. Paris était en deuil, frappé dans sa liberté, dans sa joie de vivre, de vivre ensemble.

Mais quelques jours après, nous étions tous en terrasse. Et depuis, à chaque fois que la France a été frappée, le peuple français a montré au reste du monde un visage uni et fier pour affirmer que les terroristes ne nous briseraient pas.

Andrée Chedid disait : « J'ai ancré l'espérance aux racines de la vie. Face aux ténèbres, j'ai dressé des clartés. » C'est ce qu'ont fait des millions de nos concitoyens.

Le Gouvernement a pris les mesures qui s'imposaient. Il a décrété l'état d'urgence, qui a permis de rapidement mener les enquêtes, de perquisitionner des réseaux, d'inculper les complices.

Aujourd'hui, notre mobilisation ne doit pas cesser. Nous devons rester mobilisés ensemble pour faire face. Nous savons que la menace terroriste est toujours là. À mesure que nous combattons Daech en Syrie et en Irak, il recule, mais ses idées se propagent toujours.

L'Europe doit être responsable, la France doit être ferme. Tout – je dis bien : tout – doit être pensé pour combattre le fanatisme et l'aveuglement.

Monsieur le Premier ministre, comment déployons-nous, aux niveaux national et européen, nos outils de lutte contre le terrorisme ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur quelques bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, comme tous nos compatriotes, nous nous sommes recueillis dimanche dans le souvenir. Nous y étions avec le Président de la République, la maire de Paris, les

élus de Saint-Denis et vous-même, et nous avons tous vécu cela avec beaucoup d'émotion – je ne veux que restituer ce que chacun a bien ressenti. Il y avait en effet beaucoup d'émotion, de dignité et de respect de la part des proches, des familles des victimes et des victimes elles-mêmes, des personnes blessées physiquement ou psychologiquement par ces attentats. J'ai en mémoire les mots très forts prononcés à Saint-Denis, après le magnifique concert de Sting au Bataclan dimanche matin, par le fils de celui qui a été tué dans l'attentat commis près du Stade de France. J'ai surtout en mémoire, comme sans doute Bernard Cazeneuve, les mots et les interrogations de tous ceux qui se sont retrouvés pendant un long moment devant le Bataclan.

Ce que je ressens, c'est une grande force dans le peuple français, au-delà des fractures, des divisions, des interrogations et de la demande très forte de protection. Ce que je ressens, c'est beaucoup de dignité et de force. Notre rôle à tous est d'accompagner cette dignité, cette force et ce respect pour faire face au terrorisme.

Il serait trop long de détailler ce que le ministre de l'intérieur a souvent l'occasion d'exposer à ce propos, mais faire face au terrorisme, c'est évidemment être totalement mobilisés. C'est le rôle de nos forces de sécurité, du renseignement et de la justice, dont je veux saluer le travail, ainsi que celui des services de santé et de la sécurité civile, qui étaient avec nous dimanche dernier. Je ne puis que vous dire, sous le contrôle de Bernard Cazeneuve, que tous les jours, toutes les semaines, des réseaux djihadistes sont démantelés, des personnes sont interpellées et des attentats sont régulièrement évités – vous le savez bien.

La force doit aussi consister à être lucides sur la menace. C'est la raison pour laquelle nous proposerons au Parlement de prolonger l'état d'urgence, parce que la France est aujourd'hui engagée en Irak et en Syrie, parce que nous sommes confrontés à un tel niveau de menace et aussi parce que nous entrons dans une phase électorale et que la démocratie est très directement visée par les terroristes.

La mobilisation, c'est aussi, bien sûr, la lutte contre la radicalisation. C'est l'éducation nationale, les travailleurs sociaux et la société tout entière. J'ai assisté hier à un beau débat après la projection du film *Le Ciel attendra*, qui montre bien la puissance de la radicalisation dans notre pays – c'était le sujet de la question posée la semaine dernière par Malek Boutih. Nous devons être conscients qu'aujourd'hui, des centaines, des milliers de jeunes sont concernés par cette radicalisation et que s'il y a évidemment d'abord une réponse sécuritaire, nous devons également prendre pleinement les choses en main et donner du sens à notre société face à ce danger qui nous guette.

Enfin, vous l'avez dit, chacun doit prendre ses responsabilités, notamment au niveau européen. La France, vous le savez bien, a pris les siennes, au Sahel comme au Levant. L'Europe doit en prendre pleinement conscience, par la protection de ses frontières, la coordination du renseignement et l'engagement sur le terrain, pour combattre le terrorisme et en finir avec Daech.

Madame la députée, en répondant à votre question, j'ai la conviction que nous vaincrons le terrorisme, car il y a assez de force dans la société française pour surmonter cette épreuve. Mais la condition, c'est la détermination et l'unité du peuple français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Mazetier](#)

Circonscription : Paris (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4357

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 novembre 2016](#)